



47^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Genève, 21 juin-13 juillet 2021

Point 3 : Dialogue interactif avec la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation

Madame la Présidente,

Le BICE, le Groupe des Hommes Voués au Développement Intercommunautaire (GHOVODI) et le Programme d'Encadrement des Enfants de la Rue (PEDER) remercient la Rapporteuse spéciale pour son rapport et souhaitent souligner quelques problématiques qui hypothèquent l'accès effectif à l'éducation et à la formation professionnelle au Nord et au Sud Kivu en RDC.

A Goma, plus de 685 écoles ont été fermées suite à l'éruption du volcan Nyiragongo le mois dernier, laissant plus de 225.000 enfants de 6 à 18 ans du primaire et du secondaire sans accès à l'éducation, y compris dans leur lieu de refuge autour de Goma. Les conséquences de cette catastrophe viennent aggraver les multiples maux dont souffre déjà le système scolaire dans les deux provinces :

- Insécurité presque permanente conduisant à l'assassinat, aux enlèvements et aux menaces contre les enseignants et les élèves par les groupes armés;
- Violences sexuelles en milieu scolaire entraînant grossesses précoces et abandons scolaires. Les auteurs de ces violences jouissent de l'impunité, ce qui encourage leur banalisation ;
- Ineffectivité de la gratuité et l'omniprésence des frais cachés ;
- Impact de la COVID-19 sur le droit à l'éducation.

Le BICE et ses partenaires du Nord et du Sud Kivu vous ont soumis, Mme la Rapporteuse spéciale, une lettre d'allégations en décembre 2020 et un appel urgent en avril 2021 sur ces problématiques.

Nos organisations appellent les autorités congolaises à :

- **Adopter un plan spécifique visant à relever l'école du Nord Kivu des affres de l'éruption volcanique avec des ressources à la hauteur des défis ;**
- **Prendre des mesures dissuasives pour lutter contre l'impunité des auteurs de violences sexuelles en milieu scolaire et des attaques des infrastructures scolaires ;**
- **Assurer la sécurité des installations scolaires en mobilisant la force armée et la police, appuyées par la MONUSCO, pour des patrouilles renforcées.**

Merci Madame la Présidente